



Et si la bataille pour l'école était en voie d'être gagnée ?

Chère amie,

Vous avez pu le constater, la rentrée scolaire s'est déroulée sans incident majeur. Mais en sera-t-il de même dans les prochaines semaines ?

Sur ce sujet plus encore que sur d'autres, nous devons, vous devez, faire entendre votre voix !

En effet, des forces rétrogrades soutenues par les plus virulents des syndicats d'enseignants et d'étudiants veulent marquer, dans la rue, leur opposition aux réformes qui, depuis plus d'un an, font considérablement évoluer l'école.

Leur combat est un combat d'arrière-garde : ils veulent défendre un système qui engloutit des moyens énormes et qui produit de bien piètres résultats.

S'il restait quelques doutes, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le budget annuel de l'Education Nationale est de 77 milliards d'euros (c'est le premier budget de l'Etat avec 28% des dépenses publiques).

Côté enseignants, ils sont 870 000 pour 12 millions d'élèves. Mais 97 000 d'entre eux n'enseignent pas et sont détachés dans les syndicats, en mission ponctuelle, en surnombre dans leur discipline ou en attente de remplacement.

Côté résultats, ceux-ci sont loin d'être à la hauteur de l'investissement considérable fait pour l'enseignement :

- 10 % des jeunes éprouvent des difficultés graves en lecture, et la moitié d'entre eux est en situation d'échec.
- 15 % des élèves ne maîtrisent pas les compétences de base à la fin de la scolarité obligatoire.
- 150 000 jeunes sortent de l'Education Nationale sans la moindre qualification, ni CAP, ni BEP, ni baccalauréat.
- un étudiant sur deux échoue à l'Université.

Sérieusement, pouvait-on continuer à cautionner ce dispositif qui conduisait chaque année des dizaines de milliers de jeunes sur une voie sans issue ?

Au cours de sa campagne, Nicolas Sarkozy a placé l'éducation au cœur des enjeux de notre société. En faisant référence à Jules Ferry et aux hussards noirs de la République, il a rappelé aux Français la dimension exemplaire de l'école républicaine qui a soudé la nation française à la fin du XIX^e siècle.

Élu Président, il a lancé une vague de réformes d'une ampleur sans précédent, dans un secteur où la frilosité a toujours été la règle.

- le Gouvernement a entamé la réduction des effectifs enseignants, lesquels seront désormais moins nombreux (11 200 départs à la retraite non remplacés à la rentrée 2008) mais mieux rémunérés et mieux considérés.
- Cette rentrée marque le recentrage des programmes sur les fondamentaux (français et mathématiques) et la généralisation des stages gratuits de remise à niveau pendant les vacances scolaires pour les élèves de CM1 et CM2 en difficulté.

- La loi adoptée le 23 juillet 2008 sur l'accueil des enfants les jours de grève des enseignants restaure l'esprit de permanence du service public et offre une véritable solution à toutes les familles.

Enfin, et cela est très symbolique, l'apprentissage de *La Marseillaise* dans les classes maternelles et primaires est rendu obligatoire.

Parallèlement, les universités acquièrent, par la loi du 10 août 2007, une réelle autonomie, notamment en matière de gestion budgétaire et de personnel. Et le Gouvernement s'est engagé à leur donner les moyens nécessaires pour viser l'excellence, 5 milliards d'euros supplémentaires en cinq ans.

Aujourd'hui, tout est réuni pour la réussite de cette école "d'excellence", capable de se défaire des poids du passé pour aller de l'avant et permettre à tous de réussir son parcours de formation.

Pourtant, il se prépare pour cet automne, à l'Education nationale, dans les universités et les établissements secondaires, des mouvements de protestation visant à faire reculer le gouvernement et à revenir à une méthode qui consiste à répondre à l'échec du système par le recrutement d'un nombre croissant d'enseignants.

Nous ne pouvons pas accepter cela et nous devons faire corps, derrière le Gouvernement et le Ministre de l'Education nationale, pour que cette réforme soit intégralement appliquée et menée à son terme.

En effet, depuis près de quarante ans, tous les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont reculé devant les manifestations d'humeur de l'Education nationale et beaucoup ont renoncé à aller jusqu'au bout de réformes de bon sens, pour la réussite de nos enfants.

Nous, nous ne reculerons pas, parce que l'éducation est un pilier essentiel du projet présidentiel de Nicolas Sarkozy, parce que la réhabilitation du travail et du mérite est indispensable au redressement de notre pays.

Nous ne reculerons pas, parce que nous connaissons la force de votre soutien et la détermination que vous avez, comme une grande majorité des Français, à replacer nos enfants sur les rails de l'apprentissage des valeurs fondamentales et de la réussite.

Vous avez la possibilité, en apportant votre contribution financière aux actions de l'UMP, de faire connaître votre détermination à soutenir, contre toutes les oppositions partisans et catégorielles, la politique du Président de la République et du Gouvernement, en matière d'école et d'université, et affirmer ainsi votre volonté de les voir poursuivre sur cette voie.

J'ai la certitude que vous ne voudrez pas laisser passer cette opportunité de vous faire entendre.



Patrick Devedjian
Secrétaire général de l'UMP

P.S. : N'oubliez pas : chaque contribution que vous faites à l'UMP permet de faire entendre votre voix, de défendre vos idées et de rétablir la vérité sur des sujets qui sont systématiquement stigmatisés, déformés, voire ridiculisés par les médias.
C'est pour cela que votre soutien est essentiel. Merci d'être à nos côtés.